

Établissement public de l'État représenté par le Directeur général en exercice,
nommé par décret en date du 10 avril 2022 (J.O du 11 avril 2022)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N°2025 01 001

**Marché relatif à des prestations de maintenance applicative concernant les principales applications de
production de l'OFPRA (SI-INEREC)**

*OFPRA
Service du budget
Pôle des marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 –DUREE ET MONTANT	5
ARTICLE 4– LIEU D’EXECUTION DU MARCHE	5
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION	8
ARTICLE 7 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE	8
ARTICLE 8 – ENGAGEMENT DE L'ADMINISTRATION	9
ARTICLE 9 – MODALITE D’EMISSION DES BONS DE COMMANDE	10
ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHE	10
ARTICLE 11– MODALITES DE PAIEMENTS	11
ARTICLE 12 – PROPRIETE	12
ARTICLE 13 – PENALITES	12
ARTICLE 14 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	12
ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE	13
ARTICLE 16 – ASSURANCE	13
ARTICLE 17 – LITIGES	13
ARTICLE 18 – RÉSILIATION	13
ARTICLE 19 – DÉROGATION	14

PRÉAMBULE

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), créé par la loi du 25 juillet 1952, a le statut d'établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative. Il est placé sous la tutelle administrative du ministère de l'Intérieur.

L'OFPRA a pour mission l'instruction des demandes d'asile et la protection juridique et administrative des personnes reconnues réfugiées ou apatrides, ainsi que des bénéficiaires de la protection subsidiaire. Pour ce faire, l'Office travaille en étroite collaboration avec les autorités administratives françaises et européennes compétentes, ainsi qu'avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

L'Etablissement comprend : 8 divisions chargées de l'instruction des demandes d'asile auxquelles s'ajoutent 2 divisions en charge de la protection, et 3 divisions spécifiques en charge des affaires juridiques (DAJEI), de la documentation (DIDR, et de l'accueil (DACIM).

Cette organisation est complétée par les services assurant les missions de soutien logistique regroupés au sein des services administratifs et financiers (informatique, ressources humaines, budget, sécurité, archives).

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Article 1.1 – Objet du marché

Le présent marché porte sur des prestations de maintenance applicative concernant les principales applications de production de l'OFPRA (SI-INEREC).

Article 1.2 – Forme du marché

Le marché est passé en procédure adaptée conformément aux articles L.°2123-1 et R.°2123-1 et suivants du code de la commande publique. Il est constitutif d'un accord cadre à bons de commande en application des articles L.°2125-1 et R.°2162-2 alinéa 2 du code précité.

La présente consultation donne lieu au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux articles L.°2152-7 et R.°2152-7 du code de la commande publique.

Le présent marché public n'est pas alloti. En effet, l'allotissement serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement difficile.

Article 1.3 – Divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français.

Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Article 2.1 – Pièces particulières

Le présent marché est constitué par les documents contractuels mentionnés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes (clause de confidentialité et RGPD)..
- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière ;
- l'offre technique du titulaire, qui comporte notamment :
 - le mémoire technique ;
 - les curriculum vitae des personnels pressentis pour exécuter les prestations ;
 - la grille tarifaire journalière détaillée ;

Font seuls foi les exemplaires des documents particuliers composant le présent marché conservés dans les archives de l'OFPRA.

Le cahier des clauses particulières vaut cahier des clauses administratives générales et cahier des clauses techniques particulières

Article 2.2 – Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'applique sauf dérogation énumérées au titre du dernier article du présent CCP.

Le CCAG/TIC n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

Article 2.3 – Divers

En cas de contradiction, ou de différence, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

ARTICLE 3 –DUREE ET MONTANT

Article 3.1 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de notification.

Article 3.2 – Montant du marché

Le montant maximum du présent marché est fixé à 140 000 € HT.

ARTICLE 4 – LIEU D’EXECUTION DU MARCHE

Les prestations peuvent être réalisées à distance ou au siège de l’OFPRA :

Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois

ARTICLE 5– DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Article 5.1 – ENVIRONNEMENT TECHNIQUE

Le SI-INEREC comprend plusieurs applications, pour l’examen des demandes d’asile et la protection administrative des réfugiés, des apatrides et des bénéficiaires de la protection subsidiaire, dont :

- INEREC II, une base de données de type Informix sur Unix/Solaris, conçue au format Web (.Net, postes clients IE11 minimum) ;
- CONVOCATION, pour la gestion des convocations des demandeurs en entretien et l’organisation des vacations d’interprétariat ;
- TélémOFPRA, une interface qui permet à des administrations (comme les préfectures ou l’OFII) d’accéder aux informations nécessaires à l’exercice de leurs missions ;
- L’application France asile (voir *infra*).

Les garanties relatives aux données à caractère personnel sont précisées dans la décision du Directeur général de l’OFPRA du 22 novembre 2024 relative au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé INEREC et à son interface de consultation à distance dénommée TélémOFPRA.

Cette décision est consultable à l’adresse suivante :

<https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/2024-11/DC9163~1.PDF>

Le titulaire devra intervenir dans un environnement technique comprenant :

- OS : Solaris V11 (T7) ou supérieures, Windows Server 2019 ou supérieur, Windows 11 (postes clients).
- SGBD : INFORMIX (IBM) V12 ou supérieure, Microsoft SQL SERVER et Middlewares ODBC - OLE.
- Langages : Microsoft ASP, .NET (mode objet) avec Framework de Microsoft Visual Studio - Edition professionnelle, C#, HTML, XML et XSL, JSON, REST, Connecteurs SMS/Méls.
- Suites bureautiques et Interfaces : Office Pro 2019 ou supérieures, Microsoft Internet Explorer ou supérieur, et Mozilla Firefox.
- Protocoles : HTTP-HTTPS/IP (Microsoft IIS)

Les personnels proposés pour l'exécution des travaux doivent impérativement posséder les compétences, la formation et l'expérience nécessaires sur l'ensemble des composantes requises, et ce dès le démarrage de la prestation.

Article 5.2 – Descriptions des prestations.

Comme toute application métier, le SI-INEREC doit évoluer pour prendre en compte les améliorations et les nouvelles fonctionnalités décidées lors des différents comités de pilotage.

Les prestations comprennent l'ensemble des dépenses afférentes aux travaux décrits ci-dessous, dont les développements informatiques, le matériel nécessaire, les outils de développement, les frais de déplacement et la mise en œuvre des dispositions du présent CCP (désignation d'un chef de projet, mise à disposition de structures de support de niveau 2, etc.).

Une réunion de lancement est organisée pour chaque prestation. Suivent ensuite des réunions d'étape, selon l'avancement des projets.

Le titulaire assure également la garantie d'un bon niveau de documentation technique et fonctionnelle.

L'ensemble des travaux est conduit sous la maîtrise d'œuvre exclusive du service informatique de l'OFPPRA.

Des **estimations de charge** sont mentionnées ci-dessous : elles ont été calculées par l'OFPPRA au vu des développements réalisés précédemment. Il s'agit donc d'éléments purement **indicatifs**, qui ne lient ni l'Office ni le titulaire.

5.2.1. Le maintien en conditions opérationnelles

Le parc applicatif lié aux modules de gestion du SI-INEREC nécessitent des interventions hebdomadaires de tests, diagnostics et corrections, pour assurer son maintien en conditions opérationnelles.

Cette prestation recouvre la maintenance préventive et curative.

Le titulaire réalise un bilan annuel de ce maintien en conditions opérationnelles.

Estimation de charge : 100 jours* homme par an, correspondant à environ 9 jours par mois sur 11 mois.

2.2 Les évolutions applicatives liées à la maintenance

La maintenance des applications permet d'identifier des corrections nécessaires au bon fonctionnement des applications de production de l'OFPPRA.

Elle conduit ainsi à envisager des évolutions mineures, aptes à couvrir de nouveaux besoins d'adaptations fonctionnelles, ergonomiques ou d'optimisation des processus.

Le titulaire réalise un bilan annuel de ces évolutions applicatives liées à la maintenance.

Estimation de charge : 55 jours * homme par an, correspondant à environ 5 jours par mois sur 11 mois.

5.2.3 Les Espaces France Asile (EFA)

L'article 62 de loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (CIAI) prévoit la possibilité d'ouvrir trois sites pilotes pour l'introduction des demandes d'asile au sein de « pôles territoriaux France Asile ». Les sites de Cergy, Toulouse et Metz ont été identifiés. Leur ouverture nécessite la publication d'un arrêté ministériel.

En pratique, des agents de l'OFPPRA seront présents au sein des EFA pour recueillir, lors d'un entretien avec les demandeurs d'asile, les informations nécessaires à l'introduction de leurs demandes (état civil, parcours, motifs succincts des demandes, etc.). La lettre d'introduction sera ensuite enregistrée sur le compte numérique des demandeurs.

Depuis 2024, l'OFPPRA développe une interface *ad hoc*, permettant la saisie de données dans les EFA, leur intégration au SI de l'Office et le partage de certaines informations avec les services des préfectures et de l'OFII, pour l'exercice de leurs missions.

La prestation vise à compléter divers mécanismes logiciels, dont notamment l'affichage en temps réel d'une partie des informations saisies sur un écran indépendant à l'usage des demandeurs d'asile pendant l'entretien afin de faciliter l'échange, le « zippage virtuel » des dossiers, ainsi que plusieurs adaptations de zones de texte.

Estimation de charge : 30 jours * homme pour le projet.

5.2.4 TélémOfpra

Conformément au règlement européen n° 603/2013 du 29 juin 2013, la base de données Eurodac contient des informations à caractère personnel pour déterminer le pays de l'Union européenne responsable de l'examen d'une demande d'asile ou de protection subsidiaire.

A la demande des services de préfecture, l'affichage et le rajout dans les extractions du numéro Eurodac sont souhaités dans les divers écrans de l'interface TélémOfpra pour faciliter les opérations de gestion des dossiers.

Estimation de charge : 10 jours * homme pour le projet.

5.2.5 Les abandons d'hébergement

Conformément à l'article 63 de loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 précitée, l'OFPPRA peut prendre une décision de clôture d'examen lorsque le demandeur « a abandonné, sans motif légitime, le lieu où il était hébergé en application de l'article L. 552-8 » du CESEDA.

Un connecteur particulier doit être développé, dans le SI-INEREC, afin de gérer de manière plus automatisée les signalements d'abandon d'hébergement en provenance de l'OFII (gérés aujourd'hui manuellement).

Estimation de charge : 15 jours * homme pour le projet.

5.2.6 Les autres travaux de développement

Le titulaire peut intervenir en tant que de besoin dans la limite toutefois du périmètre technique indiqué et du montant maximum du marché.

Ces autres travaux portent sur les développements et la livraison de modules applicatifs décrits par l'OFPPRA, qui reste seul maître d'œuvre en la matière.

Pour chacun de ces modules, une commande est établie sur la base d'un descriptif fonctionnel et technique suffisant pour établir un devis, calculé à partir de l'annexe financière du présent marché.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION

Le personnel du prestataire intervenant dans les locaux de l'Administration est tenu de respecter les horaires d'ouverture, le règlement intérieur, ainsi que les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein de l'établissement.

Lorsque la prestation a lieu sur site, l'administration met à disposition les moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations, incluant notamment un bureau, l'utilisation à des fins professionnelles du téléphone, de la télécopie, et des équipements requis pour garantir la bonne réalisation des travaux.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

7.1. Qualité de la prestation

Le titulaire s'engage :

- à désigner un chef de projet qui sera l'interlocuteur unique de l'OFPPRA ;
- à compter de toute commande de prestation à mettre à disposition de l'Administration, dans un délai maximal contractuel, qu'il précisera explicitement dans son offre, les profils présentés dans le cadre de la mission ;
- à disposer en interne de structures de support de niveau 2, propres à dépanner ses agents durant leur mission à l'OFPPRA, et ce pendant toute la durée des travaux et sur l'ensemble des domaines précités.

Le titulaire a l'obligation de vérifier et de signaler les erreurs, les omissions et les contradictions normalement décelables par un homme de l'art. Il assure également une période de garantie de trois mois à l'issue de la réception des travaux, au cours de laquelle il s'engage à corriger sur simple demande et sans supplément tarifaire, toute anomalie ou régression constatée, découlant de son intervention, les mesures correctives mises en œuvre pouvant le cas échéant déborder dépasser ce délai.

Le titulaire est responsable vis-à-vis de l'Administration de tout dommage qui lui est imputable au titre de l'exécution du présent marché, ainsi que des vices cachés affectant le système.

7.2. Sécurité

Le prestataire reconnaît être tenu à une obligation de conseil, mise en garde et recommandations nécessaires en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier, il s'engage, dès qu'il en a connaissance, à informer l'OFPPRA des risques apparus depuis la mise en place du système, tant sur le produit utilisé et l'architecture mise en place que sur les développements associés.

Il propose sans délai les mesures correctives ou de prévention dans le cadre d'un Plan d'Action Sécurité.

D'une manière générale, les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être prises en compte.

S'agissant de la sécurité des développements applicatifs, le prestataire est tenu de se conformer, selon la technologie, aux normes communément en vigueur, dont notamment la liste suivante non exhaustive de règles applicables

- strict respect du RGPD, l'Ofpra pouvant, le cas échéant, appeler le titulaire en garantie, en cas de défaut de méthode, de programmation et /ou de comportements dérogeant aux termes de ce règlement ;
- environnement applicatif maintenu en tenant compte des recommandations de passage de correctifs par les éditeurs ;
- contrôle rigoureux des entrées utilisateurs ;
- sécurisation des accès aux fonctions d'administrateur ;
- implantation du minimum de fonctions nécessaires lors de l'installation ;
- principe du moindre privilège ;
- utilisation interdite de mots de passe dans le code ;
- mise en œuvre d'une gestion efficace des erreurs.

Pour la mise en œuvre de technologies Web, les développements pourront s'appuyer sur les recommandations de l'OWASP (Open Web Application Security Project).

La recette de l'application comprend, au besoin, une revue de code permettant de s'assurer d'une implémentation conforme aux exigences de sécurité. La correction d'éventuelles anomalies détectées lors de la revue de code sont à la charge du prestataire.

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité.

Pendant toute la durée du marché, l'Administration se réserve la possibilité d'auditer, ou de faire analyser par un prestataire qualifié, la qualité des programmes au regard des règles usuellement reconnues par la profession en matière de sécurité. Dans le cas où des manquements seraient constatés, le titulaire s'engage à les combler rapidement et sans supplément tarifaire. Pour ce faire, le titulaire présentera sans délai à l'Administration, pour approbation, un plan d'action sécurité correspondant à l'échéancier de l'ensemble des opérations envisagées pour une mise aux normes.

Enfin, le prestataire s'engage à respecter **l'annexe N°1**, intitulée « clause de confidentialité » et intitulée « clause de confidentialité » **et l'annexe N° 2**, intitulée « Clauses de protection des données personnelles en application du Règlement général de protection des données d 27 avril 2016 ».

7.3. Gestion des absences

Le titulaire s'engage à informer l'Administration en cas d'absence ou d'indisponibilité du personnel affecté à la mission dans les plus brefs délais.

Une solution devra être mise en place en concertation entre les cocontractants.

ARTICLE 8 – ENGAGEMENT DE L'ADMINISTRATION

L'administration assure seule la maîtrise d'œuvre des travaux dont elle a la responsabilité en ce qui concerne notamment :

- la définition et les spécifications techniques afférentes aux travaux à réaliser ;
- les méthodes et les moyens de production (choix du matériel, des langages de développement) et les spécifications de qualité ;
- l'organisation pratique des travaux ;
- le contrôle d'avancement des travaux ;
- la réception des travaux.

Cette maîtrise d'œuvre ne décharge pas le prestataire de son obligation de conseil et de mise en garde.

L'Administration désignera un chef de projet chargé des relations avec le prestataire.

ARTICLE 9 – MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'OFPPA réserve les prestations par bons de commande. Chaque bon de commande stipule les mentions suivantes :

- le numéro du marché et la date de notification ;
- le numéro du bon de commande et la date d'émission ;
- la nature des prestations attendues ;
- le prix forfaitaire contractuel conforme aux termes de l'offre du titulaire ;
- le montant total des prestations commandées ;
- le délai de réalisation,

Le prestataire accuse réception du bon de commande par mail, télécopie ou courrier dans un délai de 48 heures et prévoit la mise à disposition du personnel qualifié dans le délai maximal contractuel défini dans son offre, en cohérence avec le délai souhaité par l'OFPPA.

ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHÉ

Le prix est ferme. Il est exprimé en euros et comprend à la fois le montant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Le prix initial, fixé par item, correspond à un montant forfaitaire tel que précisé dans l'annexe financière.

Aucun frais supplémentaire, tels que les frais d'hébergement, de repas ou de déplacement, ne sera pris en charge par l'Administration.

10.1 – Actualisation des prix

Conformément à l'article R2112-10 du Code de la commande publique, les prix du présent marché sont actualisables si le délai entre la date limite de remise des offres et la notification du marché excède trois mois. L'actualisation permet d'adapter les prix aux conditions économiques en vigueur à la date de notification du marché, garantissant ainsi une équité entre les parties.

Elle s'applique une seule fois, exclusivement lors de la notification du marché. Une fois actualisée, elle est définitive et ne peut faire l'objet d'aucune renégociation après la signature du contrat. Si le délai entre la remise des offres et la notification est inférieur à trois mois, l'actualisation ne sera pas appliquée.

10.2 – Modalités de calcul

L'actualisation s'effectue selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (I/I0)$$

- **P** = Prix actualisé applicable au marché,
- **P₀** = Prix initial indiqué dans l'offre du titulaire,
- **I¹** = Dernière valeur connue de l'indice de référence au moment de la notification du marché,
- **I₀** = Valeur de l'indice de référence à la date limite de remise des offres.

L'actualisation, lorsqu'elle est requise, est automatiquement intégrée dans l'acte d'engagement signé par le titulaire, garantissant ainsi une prise en compte des conditions économiques en vigueur au moment de la signature du marché

¹ Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoAll) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766709

ARTICLE 11 – MODALITES DE PAIEMENTS

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Le mandatement des demandes de paiement est subordonné à la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

11.1 – Demande de paiement

Les demandes de paiement ou factures définitives sont établies mensuellement par le titulaire à l'adresse de l'OFPPA après réalisation des prestations définies par le présent marché.

Conformément aux article L 2192-1 du code de la commande publique relatif aux modalités de facturation et de paiement le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures au pouvoir adjudicateur sous forme dématérialisée.

Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail « CHORUS factures » à l'adresse :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

11.2 – Établissement de la facturation

Les demandes de paiement comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- le numéro d'identification du marché et sa date de notification ;
- le numéro et la date du bon commande ou de l'engagement juridique (EJ) afférent, ce dernier sera fourni par le pouvoir adjudicateur ;
- la désignation et la quantité de prestations fournies ;
- le montant unitaire hors taxes à payer ;
- le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant à payer toutes taxes comprises ;
- les coordonnées bancaires ou postales telles que mentionnées sur l'acte d'engagement.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

11.3 – Délais de règlement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par mandat administratif. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'établissement.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de demande de paiement qui comporte toutes les mentions précisées au paragraphe 11.2 ci-dessus.

En application de l'article R.2192-31 et suivants du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus

récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Toute facture non conforme aux prescriptions ci-dessus est retournée au titulaire pour redressement des anomalies relevées. Le délai de paiement ne pourra commencer à courir qu'à compter de la date de réception d'une nouvelle facture.

ARTICLE 12 – PROPRIETE

Dans le cadre du présent marché, tous les droits sur les résultats des prestations exécutées dans le cadre du marché sont transférés à l'Administration.

12.1– Travaux réalisés

L'ensemble des travaux, réalisés dans le cadre du présent marché, ainsi que l'ensemble des éléments remis à l'Administration devient ou reste la pleine propriété de l'Administration.

Le prestataire déclare qu'il s'est assuré que rien dans les relations avec des tiers ou de ses salariés ne porte atteinte à la propriété de l'Administration.

Sans que cette liste soit limitative, l'Administration peut donc librement et sans devoir aucune redevance, commercialiser la prestation dont il a bénéficié et en transférer la propriété à tout tiers de son choix.

L'Administration peut, entre autres, modifier, adapter, dupliquer, divulguer, représenter, imiter et faire tout acte qu'il souhaite sur la prestation dont elle a bénéficié, y compris porter ses marques distinctives ou supprimer celles du prestataire.

Le prestataire lui-même et ses salariés s'engagent à n'effectuer aucune revendication, qu'elle porte sur les droits de propriété intellectuelle, patrimoniaux ou moraux.

Article 12.2 – Outils de développement

Les outils de développement utilisés par le prestataire dans ses locaux restent la propriété du prestataire ou du tiers dont il a acquis les droits. A l'issue du marché, et si l'Administration doit bénéficier de l'usage de ces outils pour utiliser, modifier ou maintenir le résultat des prestations (hors produits Microsoft et Informix), il bénéficiera ipso facto des licences gratuites correspondantes.

Au cas où des éléments provenant de ces outils s'incorporeraient dans les résultats des prestations indispensables à leur usage, le prestataire déclare qu'il dispose des droits suffisants pour qu'une licence sur ces éléments soit transférée gratuitement à l'Administration et que cette licence permette librement l'exercice des droits de propriété de l'Administration sur les travaux réalisés.

Article 12.3 – Runtime, progiciels

Le prestataire déclare que, sauf dérogation expresse faisant l'objet d'une clause distincte lors de la soumission, aucune licence d'utilisation complémentaire et à titre onéreux ne sera nécessaire pour que l'Administration utilise librement les résultats des prestations et jouisse pleinement de ses droits de propriété.

ARTICLE 13 – PENALITES

Le titulaire est tenu d'informer l'OFPPA de tout retard.

Sauf cas de force majeure, l'OFPPA applique des pénalités, sous la forme d'un abattement de **500 € TTC par jour** de retard constaté dans la livraison des produits, l'exécution des travaux ou la correction des anomalies.

ARTICLE 14 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 7 du CCAG/TIC, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE

Le candidat ou le titulaire du présent marché peut déclarer un sous-traitant dont la candidature est soumise à acceptation et les conditions de paiement à agrément du pouvoir adjudicateur, conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Il est rappelé que, conformément à l'article R.2193-11 du code de la commande publique, l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ouvre droit au paiement direct de toute créance supérieure à 600 € TTC.

ARTICLE 16 – ASSURANCE

Le prestataire doit être titulaire d'une police d'assurance garantissant sa responsabilité tant civile que délictueuse du fait de son personnel, y compris pour l'exécution des prestations dans les locaux de l'OFPPRA.

ARTICLE 17 – LITIGES

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché conformément aux articles L. 2197-3 et R. 2197-3 du code de la commande publique.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends ressortissent à la compétence du tribunal administratif.

Tribunal administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun
Tél. : 01 60 56 66 30 - Fax : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

ARTICLE 18 – RÉSILIATION

Si le titulaire ne respecte pas les obligations contractuelles qui lui incombent, l'OFPPRA peut, après une tentative de résolution amiable et une mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire dispose d'un délai de **quinze jours** à compter de la réception de la mise en demeure pour exécuter ses obligations ou présenter ses observations.

Conformément aux dispositions des **articles 50 et 54 du CCAG-TIC 2021**, en l'absence de réponse satisfaisante du titulaire dans les délais impartis, l'OFPPRA peut :

- **Résilier le marché** pour faute ;
- **Passer un marché de substitution**, aux frais et risques du titulaire défaillant, après notification de cette décision à ce dernier.

Par dérogation aux **articles 49 et 51 du CCAG-TIC 2021**, les titulaires ne peuvent prétendre à aucune indemnisation en cas de résiliation unilatérale, que cette dernière repose sur un motif d'intérêt général ou un autre motif.

La résiliation du marché n'empêche pas l'OFPPRA d'engager, le cas échéant, des actions civiles ou pénales à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 19 – DÉROGATION

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication est applicable au présent marché :

Article du cahier des clauses particulières n°	Article du CCAG/TIC auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4
Article 12	Article 46
Article 13	Article 14
Article 18	Article 49 et 51